

L'Éco austral

LES **IDÉES** ET LES **HOMMES** DE L'OCÉAN INDIEN

16 | **RÉUNION**

Association NQT :
Des mentors pour
les jeunes diplômés

46 | **OCÉAN INDIEN**

**ENTRETIEN. Shekhar
Mehta**, président du Rotary
International : L'Afrique en
ligne de mire

49 | **RÉUNION**

DOSSIER
L'économie en
transition écologique

ÉDUCTOUR
LA RÉUNION DES CINÉMAS

**Pourquoi
ça rapporte**

Tournage du « Petit Piaf ».

Gaston Bigey (agence de développement Nexa)

De nouveaux projets pour Ravate dans l'économie circulaire

R2D2, filiale dédiée à la politique RSE du groupe Ravate, franchit un nouveau cap. Le démarrage de sa ressourcerie au Tampon et celui d'une filière de production de cellulose moulée de papier-carton sont programmés.

Par Hervé Chossat

Il y a sept ans, sous l'impulsion du marché, le groupe Ravate, a décidé de revoir sa stratégie et a fait de la RSE l'une de ses priorités. Aujourd'hui, via sa filiale R2D2 (Recyclage et ressourcerie pour le développement durable), le groupe s'apprête à franchir une nouvelle étape. L'année 2022 devrait voir sortir de terre au Tampon la première ressourcerie du groupe. « L'idée est simple. Nous sommes partis du constat d'un volume important de service après-vente et d'inventaires dans les 48 magasins du groupe. Ils seront ramenés sur cette plateforme et remis en état. C'est l'étape manquante entre le produit hors d'usage et la benne. Cette ressourcerie va voir le jour avec des chantiers d'insertion. C'est vraiment de l'économie circulaire. La ressource est très forte. L'idée, c'est de tendre vers le zéro gaspillage, de diminuer au maximum tout ce qui est jeté », explique Nabeel Patel, le directeur de R2D2.



De g. à dr., Nabeel Patel, directeur de R2D2, Adam Ravate, P-DG du groupe Ravate et Lou Revert, chargée de mission RSE.

Le groupe Ravate s'est tout d'abord doté d'un schéma d'organisation et d'élimination des déchets pour tous ses magasins. Tous les sites ont été équipés de compacteurs pour traiter les cinq flux (papier, plastique, métal, verre et bois.) en mono produits. Après Leroy-Merlin, équipé d'un compacteur unique dans l'océan Indien pour optimiser le recyclage des déchets, l'enseigne a installé dans son

nouveau magasin au Port un équipement très innovant permettant de compacter, traiter et valoriser près de 300 tonnes de déchets par mois. R2D2 a également piloté des actions environnementales de plantations d'arbres à la Grande-Chaloupe et au Maïdo et le groupe va même jusqu'à recycler ses palettes pour en faire des meubles vendus dans ses magasins.

« Nous avons très fortement

diminué notre impact carbone avec toutes ces actions. Maintenant, c'est une nouvelle étape avec cette ressourcerie et notre projet Biopack », souligne Nabeel Patel pour qui « il faut absolument limiter au maximum l'enfouissement et c'est ce que nous faisons ».

Avec Biopack, l'ambition est de créer une filière complète en valorisant les papiers et cartons. En se fournissant directement auprès des centres de tri et de ses propres structures, il s'agit concrètement de produire de la cellulose moulée avec ces déchets pour faire des produits comme des haricots hygiéniques pour les hôpitaux ou des barquettes alimentaires. Un projet qui a d'ailleurs été distingué au *Circular Challenge Citeo*, le premier concours européen de l'économie circulaire. Pour Nabeel Patel, c'est clair : « Nous ne sommes pas dans le greenwashing. Il s'agit vraiment pour le groupe de redonner à La Réunion tout ce qu'elle lui a donné. »

Retour à la terre des déchets de chantier

Le gisement de déchets du BTP est estimé à 2,38 millions de tonnes à La Réunion, selon la cellule économique du BTP. Sur ce gisement, environ 2 millions de tonnes de matériaux inertes sont potentiellement captables pour être recyclés ou valorisés. Les déblais naturels, terre et cailloux, ne sont pas valorisables pour le BTP. Or ils représentent l'essentiel des déchets de chantier de GTOI, l'un des gros acteurs du secteur. Ils sont habituellement évacués chez des propriétaires

proches comme remblais ou cédés à des transporteurs. Des conventions de travaux d'amélioration foncière agricole, en partenariat avec la Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural), ont donc été imaginées par l'entreprise, sur la base du protocole « andains » rédigé en 2016 pour la Nouvelle route du littoral. L'objectif est d'amener les déblais chez des agriculteurs pour réaliser un aménagement. La terre stérile peut combler des trous, la terre

végétale étant étalée au-dessus, des fossés, pieds de talus et autres pouvant être réalisés si besoin. Une première convention passée en 2019 avec un agriculteur de Grands-Bois a ainsi permis de gagner un hectare de sole cannière. Depuis, GTOI à réédité l'opération à plusieurs reprises et la rédaction d'un protocole de valorisation des terres excavées en milieu agricole est en cours d'élaboration par les acteurs du BTP, du monde agricole et les services de l'État concernés.



Utilisation de déblais végétaux de chantiers en amélioration foncière agricole.

« Le plastique est socialement responsable »

Face à un « plastic bashing » très actif, Muryel Leblanc, directrice de Bourbon Plastiques Emballage (BPE) a décidé de remettre quelques pendules écologiques à l'heure.

Par Hervé Chossat

Depuis un an, Muryel Leblanc a rejoint son père Jean-Claude à la tête de Bourbon Plastiques Emballage (BPE) à Bras-Panon. À elle l'exploitation de BPE, à lui le développement. Et les projets ne manquent pas avec quatre dossiers en cours dans le cadre du plan de relance.

Extrusion pour fabriquer des films et des gaines, impression sur les emballages, soudure pour les sacs, soufflage de flacons ou régénération et recyclage des produits, on utilise ici des techniques douces, sans eau, avec peu d'énergie et des déchets industriels faibles.

« La responsabilité sociale de l'entreprise, on en fait depuis toujours, sans se poser de questions. Maintenant on la formalise », résume Muryel Leblanc. Et de poursuivre : « En 1968, on a commencé à emballer du riz, des grains, du café. Par extension, on a emballé de la viande, du poisson... Aujourd'hui, on emballe même du gravier. On limite l'impact, on diminue les coûts en limitant les pertes pendant le transport. Notre obsession, c'est de trouver le bon produit pour la



Photo : Guillaume Foulon

Muryel Leblanc, directrice de Bourbon Plastiques Emballage (BPE), et Aurélien Ourgaud, responsable QHS (qualité, hygiène, sécurité).

bonne fonction. » Par exemple, les sacs-poubelle incorporant 60 % de matière régénérée ou encore le célèbre sac Zoiseau lancé il y a vingt ans et qui peut être recyclé vingt fois, sans oublier le film de paillage biodégradable pour le maraîchage. Cette innovation à base de plastiques végétaux issus de maïs a nécessité cinq années de R&D.

« Les consommateurs n'achè-

tent pas un emballage mais un produit emballé. Nous travaillons avec les concepteurs sur la réduction à la source, le caractère réutilisable et sa valorisation par le recyclage, la valorisation énergétique, le compostage ou la bio dégradation. »

Pour Muryel Leblanc, il s'agit de défendre le modèle de l'économie circulaire : « Un produit A n'est

pas que le produit A ou un déchet, mais c'est aussi un produit B, C, D. Il faut de la bonne volonté et de bons ingénieurs pour trouver le juste emballage. »

Et de poursuivre : « Les déchets, c'est un vrai sujet. La fabrication et l'importation en est un autre. Ils ne se règlent pas de la même façon ni en même temps et il ne faut pas se tromper de cible. »

Depuis 2016, BPE est engagée dans Clean Sweep, programme mondial de RSE sur la base du volontariat. Mais chacun doit agir à son niveau, estime la dirigeante de BPE : « J'appelle à une action collective forte sur les déchets abandonnés, avec de la communication, de l'éducation. Nous, on aide des ONG environnementales, on agit autant que possible à la source, avec Fourmize on fait du recyclage mécanique. À La Réunion, il y a 9 déchets exportés pour un déchet recyclé localement. La deuxième source d'export de l'île, ce sont les déchets. Il faut en faire davantage une ressource, et de la valorisation énergétique dans les unités en projet. Dans ce domaine, on a 10 à 20 ans de retard. »

Trokali : la seconde vie des encombrants

Vingt pour cent des déchets jetés par les foyers réunionnais sont des encombrants : mobilier, décoration, textile, vaisselle, matériel de sports et autres objets de la vie courante. Nombre de ces objets fonctionnent encore ou ont besoin de menues réparations pour fonctionner de nouveau. Réparer, donner, troquer au lieu de jeter pour détourner au maximum ces ressources précieuses des volumes destinés

à l'enfouissement : c'est la philosophie des cinq Trokali, des espaces de brocante gratuite, implantés dans les cinq communes du TCO (Territoire de la côte ouest). Ici, chacun peut récupérer ou déposer des objets en bon état pour leur donner une seconde vie.

Le concept, lancé en 2014, connaît un franc succès. Environ 150 000 objets échappent ainsi à l'enfouissement chaque année.



©TCO

Une des cinq brocantes gratuites Trokali.

YANNICK BEREZAIE, PRÉSIDENT D'ISODOM :

« Le digital est une partie de la solution »

Pour Yannick Berezaie, président d'Isodom, société de conseil spécialisée dans la transformation digitale et environnementale, le triptyque technologie, organisation et humain est au cœur de la démarche de RSE.

Propos recueillis par Hervé Chossat

L'Éco austral : On parle de plus en plus de numérique responsable. Qu'est-ce que cela signifie ?

Yannick Berezaie : Cela recouvre autant l'environnement que l'humain. Le numérique concerne en effet aussi l'inclusion sociale et la fracture numérique. C'est essentiel surtout à La Réunion qui est très concernée par l'illectronisme.

Consommation d'énergie, déchets, explosion des usages, le numérique peut-il être vraiment responsable ?

On pointe du doigt l'aviation pour son impact carbone, mais elle ne représente que 3,5 % des émissions de gaz à effet de serre. Une seule recherche sur *Google* consomme l'équivalent en énergie d'une tasse d'eau chaude chauffée au micro-ondes. Les deux tiers de l'impact carbone sont liés au cycle de vie des équipements, un tiers à l'usage. La priorité est donc, d'abord, les bonnes pratiques.



Photo : Guillaume Foulon

« Une seule recherche sur Google consomme l'équivalent en énergie d'une tasse d'eau chaude chauffée au micro-ondes. »

Comment limiter la course aux équipements ?

L'espérance de vie de ceux-ci n'est pas uniquement liée à la vétusté programmée. C'est aussi, et surtout, la vétusté psychologique. Plus de la moitié des équipements mis au rebut marchent encore ! Si le matériel est de plus en plus éco-conçu, il faut utiliser les équipements le plus longtemps possible et le moins possible.

Il faut aussi agir face à l'explosion du volume de données et donc des *data centers* de plus en plus consommateurs d'énergie. Il faut traiter la demande de données à la base, mais on peut également compter sur l'innovation. Par exemple avec des projets de *data centers* climatisés à l'eau de mer, comme cela est le cas à La Réunion.

Si le digital est un des problèmes, peut-il également apporter des réponses ?

Le numérique est une partie de la solution. En optimisant la consommation d'énergie des entreprises, avec des réseaux intelligents comme le *smart grid* de Mafate, mais aussi dans beaucoup de secteurs comme l'auto-partage ou la protection de l'environnement. Cette *green tech* comprend le numérique responsable pour peu qu'on intègre le facteur humain.

Les entreprises ont-elles conscience de cette impor-

tance du numérique dans leur RSE ?

Les plus grandes, oui. Si l'on est concerné comme citoyen, on est concerné comme chef d'entreprise. Pour convaincre, il n'y a que trois façons : la réglementation, les convictions du décideur et les gains économiques. L'épidémie de covid-19, par le télétravail, a boosté la transformation digitale, la cybersécurité, la RSE, l'environnement et l'humain. Maintenant il faut aussi de la patience pour faire une transition, pour faire pivoter un modèle.

Cette crise a été synonyme d'opportunité pour vous ?

Historiquement, Isodom est acteur du numérique et de l'environnement. Nous n'avons pas attendu la crise, mais elle a boosté la demande sur le volet RSE et environnement, où nous sommes passés de 4 à 10 consultants sur ces sujets, pour une trentaine sur le numérique. La crise nous a fait gagner du temps.

Programme seize : des économies à la clé

Le programme Seize est décliné à La Réunion pour accompagner et aider les collectivités et entreprises dans leur transition écologique, les sensibiliser et les accompagner sur la maîtrise de leur consommation électrique. Pris en charge à 100 % dans le cadre du dispositif des Certificats d'économies d'énergie (CEE), le programme propose des outils très concrets. Tout d'abord une plateforme en ligne offrant toute l'information nécessaire

pour bénéficier d'un accompagnement personnalisé. Des ateliers de formation à destination des dirigeants et collaborateurs peuvent être organisés, individuellement ou collectivement. Enfin, un kit de mesure et de suivi des consommations, composé de capteurs, permet, via une application en ligne, de réduire sa consommation tout en optimisant son confort. Pour s'inscrire : <https://seize-maitrise-energie.fr/re>



Photo : Guillaume Foulon

Le programme Seize Réunion est porté par Eco CO2 en partenariat avec Isodom.

Hôtels & Co : le pionnier de la RSE dans l'hôtellerie réunionnaise

Au « Palm Hôtel & Spa » et à l'« Iloha Seaview Hotel », on fait de la RSE comme monsieur Jourdain faisait de la prose. Naturellement. Une philosophie qui fait du groupe Hotels & Co le navire amiral de la démarche dans l'hôtellerie.

Par Hervé Chossat



Le « Palm Hôtel & Spa », 5-étoiles situé au-dessus de la plage de Grande Anse, dans le sud de l'île, a été en 2015 le premier hôtel de La Réunion et des départements d'Outre-Mer à obtenir l'Ecolabel européen

Architecte, Michel Jam est d'abord un visionnaire. Lorsqu'il crée L'Iloha en 1995 à Saint-Leu, il l'imagine comme parfaitement intégré à son environnement, respectant celui-ci pour mieux le sublimer. En 2007, le Palm ouvre ses portes au-dessus de la plage de Grand Anse, dans le « sud sauvage ». Là encore, c'est avec une certaine philosophie. Comme il le souligne, « c'était une véritable destination à ouvrir, à imaginer complètement. Il ne s'agissait pas juste de poser un hôtel, mais de trouver une âme à celui-ci et à son environnement ». Dès la conception, l'impact des hôtels est primordial, tout comme l'embauche locale. Une démarche déclinée autant sur les problèmes de déchets, d'énergie et d'eau que d'engagement social, formalisée en 2014 pour le Palm et en 2015 avec l'obtention de l'Ecolabel européen. Le Palm sera le premier hôtel de La Réunion, mais aussi des départements d'Outre-Mer,

à obtenir ce précieux label. En toute logique Hotel & Co intégrera par la suite le cluster Green et sera entreprise pilote du label RSE-QVT « Efficience ».

Justine Ocloo, responsable Qualité Sécurité Environnement du groupe, incarne cette démarche sociale. Arrivée au Palm comme stagiaire dans le cadre d'une licence professionnelle avec l'IAE, elle a été embauchée à l'issue de sa formation. « J'ai la chance d'avoir une direction très engagée qui a créé mon poste, dit-elle. La démarche a ses limites s'il n'y a pas une personne dédiée. Il faut la volonté de se donner les moyens. Il y a 130 employés au Palm, 40 à l'Iloha et ce sont les bonnes pratiques au quotidien qui font la différence. Le plus gros du travail est l'information et la sensibilisation. »

Les actes comptent aussi : travail permanent sur la diminution des déchets et l'optimisation des consommations

d'eau et d'énergie, engagement avec des fournisseurs locaux, auprès d'associations, avec des accords d'égalité professionnelle de longue date, accompagnement au changement, développement des compétences locales. Hotels & Co coche toutes les cases de la responsabilité sociétale. Le nettoyage est ainsi fait avec une machine à eau et sel ou à la vapeur, les produits détergeant sont fabriqués écologiquement par la structure et même le linge usagé est recyclé et réutilisé avec les ateliers d'insertion de Ti Tang Récup.

« Il y a beaucoup de petites entreprises engagées, nous les aidons à se lancer et à grandir », souligne Justine Ocloo. Pour elle, le train est en marche : « Il y a une vraie prise de conscience ! C'est difficile de changer ses habitudes, mais on voit qu'aujourd'hui le mot Ecolabel fait partie du vocabulaire. » Le groupe a été rejoint par d'autres : Exel, Coté Sun, le Lodge Tamarin. « Cela

Huit hôtels ont l'Ecolabel européen



L'Ecolabel européen est le seul label écologique utilisable dans tous les pays de l'Union européenne. Cet étiquetage signale les produits et/ou services avec un impact sur l'environnement limité. Il couvre aujourd'hui 30 catégories, dont les hébergements touristiques. Huit établissements hôteliers de l'île sont labellisés à ce jour, selon l'Ademe. Parmi les critères de l'Ecolabel européen pour les établissements touristiques, figurent : une consommation d'énergie et d'eau limitée, une production des déchets réduite, l'utilisation des énergies renouvelables et de substances moins nocives pour l'environnement, l'information du personnel et des clients, le développement du tissu économique local...

nous donne plus de poids. Avec la démarche Réunion tourisme vert, on voit que beaucoup d'acteurs sont désormais engagés, à l'image de l'aéroport. Les clients sont sensibles à cette démarche. Ils ont remarqué les efforts et ont été des acteurs. » Un véritable mouvement de fond.

Égalité femmes/Hommes : des progrès à réaliser

Pilier incontournable du développement durable et d'une démarche de RSE, l'égalité femmes/hommes est loin d'être une réalité au sein des entreprises. Pourtant, des outils comme la plateforme numérique « chancegal.com » font progresser les mentalités.

Par Hervé Chossat



À La Réunion, 31 % des femmes sont titulaires d'un diplôme d'études supérieures contre 23 % des hommes. Mais elles n'occupent que 26 % des emplois d'encadrement supérieur.

Les chiffres font mal. La France fait partie des pays les plus riches du monde. Elle se situe même au premier rang mondial pour le niveau d'études des femmes, selon le rapport 2019 du Forum économique mondial. Pourtant, en matière d'égalité salariale pour un travail identique, elle se situe au

127^e rang mondial sur 149 pays ! À La Réunion, les inégalités se retrouvent dans les salaires, mais elles sont surtout très fortes pour l'accès à l'emploi : une femme sur deux a un emploi contre deux hommes sur trois, selon les données compilées par l'agence Chancegal, l'agence pour l'inté-

gration de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes à La Réunion. Autre constat : les Réunionnaises occupent 26 % des emplois d'encadrement supérieur ou de direction de la fonction publique. Pourtant, à La Réunion comme ailleurs en France, les femmes réussissent mieux que les hommes à l'école et à l'université : 31 % sont titulaires d'un diplôme d'études supérieures contre 23 % des hommes. Or de nombreuses études montrent clairement que davantage d'égalité favorise le développement économique et constitue un facteur de performance pour les entreprises. Ce volet de la Responsabilité sociale des entreprises n'est pourtant pas le plus mis en avant. Les choses avancent, cependant.

Ainsi, à l'occasion du sommet du G7 à Biarritz, en 2019, la nécessité de développer des outils pratiques à la portée des tous les

Together : les entreprises mobilisées pour l'égalité

Together a fêté cette année son premier anniversaire. Fondé par Sodiparc, Antenne Réunion, Crédit Agricole et Total, ce groupement fédère aujourd'hui une quarantaine d'entreprises de toutes tailles et tous secteurs d'activité du privé. Chaque jour ou presque, ses rangs s'étoffent, avec une même volonté de progrès concret en matière d'égalité femmes/hommes, rappelant cette prévision de l'Organisation internationale du travail : « Pour réussir dans l'économie mondiale actuelle et celle de demain, les entreprises les plus avisées feront de la mixité un élément clé de leur stratégie d'entreprise. » Contact : www.together.re.

acteurs économiques a été mise en évidence. Conduisant l'Anfor à publier un guide des bonnes pratiques (téléchargeable sur www.afnor.org) qui constitue la première brique avant le travail normatif qui va s'engager au niveau international pour en faire une norme ISO. À La Réunion, depuis 2019, l'agence Chancegal a mis en ligne une plateforme numérique de l'égalité professionnelle (www.chancegal.com). Destinée aux entreprises de toutes tailles, elle a pour principal objectif de faire grandir une certaine culture de l'égalité au sein des entreprises réunionnaises et de valoriser les bonnes pratiques. Elle offre également des outils très opérationnels avec des argumentaires, des marches à suivre et de nombreuses ressources.

Le maquis des aides à la RSE

Un véritable maquis que la multitude d'aides pouvant entrer dans le champ de la responsabilité sociale des entreprises. Sur le volet environnemental, c'est assez simple grâce à la plateforme consacrée à la transition écologique et énergétique des entreprises (www.mission-transition-ecologique.beta.gouv.fr), actuellement en version beta, et un interlocuteur clairement identifié : l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Mais la responsabilité sociale des entreprises touche à tous les aspects de l'entreprise et, par rebond, les aides se multiplient selon la porte d'entrée dans les dispositifs. Entre des écosystèmes de type *French Tech*, des structures comme le *Village by CA*, le plan de relance ou les aides de Bpifrance, les accompagnements de chambres consulaires ou le recours à des consultants spécialisés et les aides des collectivités territoriales, difficile de s'y retrouver. Un portail dédié à la RSE et à tous les dispositifs pouvant aider et accompagner les entreprises permettrait sans doute qu'ils soient mieux appréhendés et mis en œuvre.